

Mali : l'ex-président ATT réfugié au Sénégal

Arrib News, 20/04/2012 – Source AFP Les évènements se sont accablés jeudi au Mali, avec le départ en exil de l'ex-président Amadou Toumani Touré (ATT), qui a trouvé refuge au Sénégal voisin, et la libération des responsables civils et militaires arrêtés en début de semaine sur instruction des putschistes maliens. M. Touré, 63 ans, et sa famille ont quitté Bamako à bord de l'avion présidentiel sénégalais, en compagnie du ministre sénégalais des Affaires étrangères Ali Badara Cissé, selon des sources diplomatiques, militaires au Mali, et la présidence sénégalaise. Tous sont arrivés à Dakar jeudi vers 23H30 locales (et GMT), M. Touré était serein, il était avec toute sa famille, fuyant d'une quinzaine de personnes, il a été installé dans une résidence dakaroise réservée aux hôtes de marque du Sénégal, a affirmé Abou Abel Thiam, porte-parole du président sénégalais Macky Sall. Il n'était pas immédiatement possible de savoir si Amadou Toumani Touré, surnommé ATT, allait demeurer au Sénégal ou y résider temporairement avant d'aller vers une autre destination. Son départ de Bamako a quasiment coïncidé avec la libération de responsables civils et militaires -22 au total- qui avaient été arrêtés en début de semaine, et que la gendarmerie affirme toujours sous le coup d'enquêtes et susceptibles de poursuites judiciaires, assurant que des armes ont été découvertes chez certains d'entre eux. La plupart de ces responsables ont été ou sont considérés comme ses proches. Parmi eux, on compte l'ex-Premier ministre Modibo Sidibé, l'ex-ministre Soumaïla Cissé, l'avocat, député et homme politique Kassoum Tapo ou encore le responsable de patronat et leader politique Tiémouman Coulibaly. D'après des sources concordantes, ATT a été confronté à l'aéroport de Bamako à des soldats mécontents de lui, qui voulaient s'opposer à son départ du Mali. ATT a autorisé à partir. Selon une source militaire, la famille Touré a quitté le Mali « avec l'accord du capitaine Amadou Haya Sanogo », chef des putschistes qui, officiellement, étaient opposés au départ à l'étranger de M. Touré. Ils envisageaient contre lui « des poursuites judiciaires pour haute trahison et malversation financière ». Finalement, « le capitaine (Sanogo) a ordonné qu'on l'autorise à partir », a précisé la source militaire, sans plus de détails. Le président sénégalais Macky Sall, en visite à Paris, avait affirmé mercredi que l'ex-président Touré se trouvait alors « sur le territoire de la résidence de l'ambassade du Sénégal à Bamako ». Porté au pouvoir par un coup d'Etat en mars 1991, ATT, un militaire, avait dirigé une transition avant de rendre le pouvoir aux civils. Il avait ensuite été élu président en 2002, réélu en 2007 et devait quitter le pouvoir en juin prochain à l'issue de ses deux mandats maximum légaux. Il a été renversé le 22 mars, à cinq semaines de la présidentielle, par des militaires qui l'accusaient d'incurie dans la gestion de la crise en cours depuis mi-janvier dans le Nord du Mali. Cette vaste région naturelle en majorité désertique, qui représente la moitié du pays, est tombée fin mars-début avril sous le contrôle de rebelles touareg appuyés par divers mouvements armés, dont des islamistes. Depuis sa chute, ATT était resté silencieux jusqu'au 28 mars, lorsqu'il a assuré d'une résidence tenue secrète qu'il était à Bamako et pas prisonnier des putschistes. Mais il n'a refait sa première apparition publique que le 8 avril, pour remettre sa lettre de démission aux médiateurs de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Céadao). Deux jours auparavant, le 6 avril, un accord sur le retour à l'ordre constitutionnel au Mali avait été arraché à la junte par la médiation, qui a ouvert la voie à la mise en place d'institutions de transition. L'ex-président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, 70 ans, a été investi chef de l'Etat par intérim le 12 avril. Il a désigné l'astrophysicien de renommée mondiale Cheick Modibo Diarra, 60 ans, comme Premier ministre avec pour mission de former un gouvernement d'union nationale, et s'attaquer en priorité à la crise dans le Nord.